

République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES
DIRECTION DU BUDGET**

**RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION
BUDGETAIRE
DEUXIEME TRIMESTRE 2014**

Août 2014

SOMMAIRE

CONTEXTE.....	3
I. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL.....	3
II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL.....	5
II.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel.....	8
II.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :	8
II.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:	12
II.2 Dépenses de personnel	15
III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	16
III.1 Les comptes d'affectation spéciale	16
III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)	16
III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale	18
III.2 Le compte de commerce.....	18
III.3 Les comptes de prêts.....	18
III.4 Les comptes d'avance	18
III.5 Les comptes de garanties et d'aval.....	18

Liste des Graphiques :

<i>Graphique 1: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires entre le premier et deuxième trimestre 2014 ainsi que leur évolution par rapport à 2013.</i>	5
<i>Graphique 2: Service de la dette publique au titre du 1^{er} semestre 2014 (en milliards)</i>	10
<i>Graphique 3: Répartition des dépenses d'investissement par titre au 30/06/2014</i>	14
<i>Graphique 4: Evolutions comparées des masses salariales de 2013 et de 2014 (en milliards)</i>	15
<i>Graphique 5: Situation du FNR du 1^{er} semestre 2014 (en milliards)</i>	17
<i>Graphique 6 : Evolutions comparées des dépenses et des recettes du FNR de 2013 et de 2014 (en milliards)</i>	17

Liste des tableaux

<i>Tableau 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 1^{er} semestre 2014 (en milliards)..</i>	4
<i>Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général sur le deuxième trimestre 2014 (en milliards)</i>	6
<i>Tableau 3: Situation d'exécution des dépenses cumulées du budget général au 30/06/2014 (en milliards)</i>	7
<i>Tableau 4: Service de la dette publique au titre du 1^{er} semestre 2014 (en milliards)</i>	9
<i>Tableau 5: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement</i>	11
<i>Tableau 6: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants</i>	12
<i>Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat.....</i>	13
<i>Tableau 8: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital</i>	14
<i>Tableau 9: Evolution de la masse salariale au deuxième trimestre 2014 (en milliards)</i>	15
<i>Tableau 10: Recettes du FNR et nombre de cotisants du 1^{er} semestre 2014</i>	16
<i>Tableau 11: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires du 1^{er} semestre 2014</i>	16

Liste des annexes

<i>ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 30/06/2014 (en milliards)</i>	19
<i>ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 juin 2014 en FCFA.....</i>	20
<i>ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 juin 2014 (hors dette et hors personnel)</i>	21
<i>ANNEXE 4 : Situation provisoire d'Exécution budgétaire par section et par Titre</i>	22

CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'exécution, pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 2014, de la loi n° 2013-07 du 18 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014. Il est destiné à l'information des parlementaires et mis à la disposition du public conformément à l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant lois organiques relatives aux lois de finances.

Il décrit la situation d'exécution des recettes internes et des dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor pour le 2^{ème} trimestre 2014 et procède à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

Il est important de souligner que les crédits des postes diplomatiques et consulaires du Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, mobilisés par autorisation d'exécution (AE), ne sont pas comptabilisés dans la présente situation d'exécution du fait que ces structures de l'extérieur du pays ne sont pas encore connectées au SIGFIP.

I. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL

Les ressources internes du budget général recouvrées au cours du deuxième trimestre 2014 se chiffrent à un montant de 552,5 milliards, soit une hausse de 137,7 milliards par rapport au trimestre précédent avec 414,8 milliards en recouvrement. Cette hausse s'explique globalement par une augmentation des recettes fiscales (+97,32 milliards), des recettes non fiscales (+15,88 milliards) et des autres recettes (+24,48 milliards).

L'évolution du recouvrement des recettes fiscales est due principalement aux impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital (+60,85 milliards), aux impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (+140,67 milliards) ainsi que les Autres recettes fiscales (+29,04 milliards). Toutefois, cette tendance haussière a été atténuée par les Droits et taxes à l'importation et Autres impôts directs (CFCE), qui ont diminué respectivement de 114,19 milliards et 8,46 milliards par rapport au premier trimestre.

Quant aux recettes non fiscales, leur augmentation est liée essentiellement aux produits financiers (+14,9 milliards).

S'agissant des Autres recettes, leur progression est le résultat de la forte hausse des Autres Emprunts (Emissions d'obligations) avec une augmentation de 33,1 milliards entre les deux trimestres.

En cumul au 30 juin 2014, les recettes internes du budget général ont été recouvrées pour un montant de 967,3 milliards sur une prévision annuelle de 2281,41 milliards ; soit un niveau de réalisation de 42,4% contre 47,5% en cumul au 30 juin 2013. Cette contre performance du niveau de réalisation s'explique par la baisse du niveau de recouvrement des recettes non fiscales de 12,8 milliards et des Autres recettes de 52,6 milliards.

Les recettes fiscales et non fiscales se sont établies à 770,2 milliards, pour un objectif de 832,5 milliards, soit une moins-value d'un montant de 62,3 milliards imputable

essentiellement aux recettes fiscales. Ces dernières sont recouvrées à hauteur de 746,5 milliards contre un objectif de 785 milliards. Une contre performance attribuable entre autre à la détérioration de l'impôt sur les Droits de timbres et d'enregistrement.

En effet, le recouvrement des impôts sur les Droits de timbres et d'enregistrement se sont chiffrés à un montant de 12,8 milliards, soit une moins-value de 16,4 milliards par rapport à l'objectif de 29,2 milliards.

Par rapport à la même période de l'année 2013, les recouvrements sur les recettes fiscales et non fiscales se sont inscrits en hausse de 44,72 milliards, soit 6,16%. Cette hausse est essentiellement due aux recettes fiscales qui ont progressé de 57,5 milliards du fait de la forte hausse des Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services. Toutefois, les recettes non fiscales ont connu une régression de 12,8 milliards relativement à la baisse des Produits financiers et des Autres recettes fiscales.

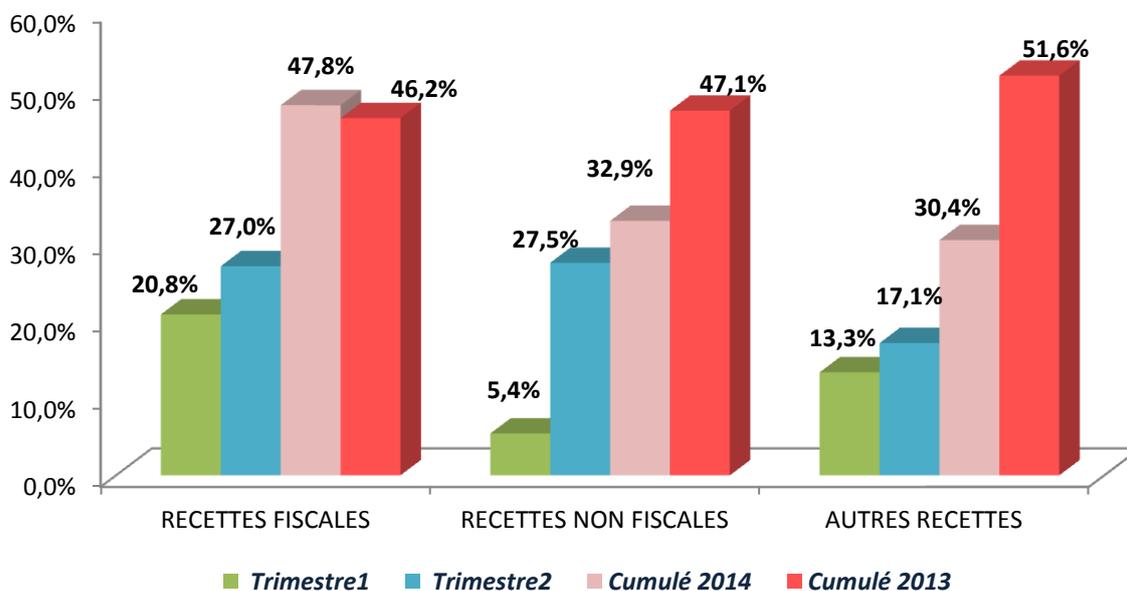
Les autres recettes, composées principalement des émissions de bons et d'obligations du Trésor, des recettes exceptionnelles et des remboursements de prêts rétrocédés, sont arrêtées **au 30 juin 2014**, à un montant de 197,1 milliards dont 67,9 milliards de bons du Trésor, 103,1 milliards d'obligations et 26,2 milliards de recettes exceptionnelles (PTE/IADM).

Le détail des recettes du budget général est donné en annexe 1 du présent document et le graphique¹, ci-après, permet d'apprécier l'évolution des taux de réalisation des recettes entre le premier et le deuxième trimestre 2014 ainsi que leur évolution par rapport à 2013.

Tableau 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 1^{er} semestre 2014 (en milliards)

Nature de la recette	Prévisions LFI	Réalisation Trim. 1	Réalisation Trim. 2	Cumul au 30 juin 2014	Objectif cumulé au 30 juin 2014	Cumul au 30 juin 2013	Taux de réalisation 2014
RECETTES FISCALES	1561	324,6	421,9	746,5	785	689	46,2%
<i>Impôts directs</i>	<i>459,9</i>	<i>113,7</i>	<i>160,8</i>	<i>274,5</i>	<i>266,6</i>	<i>244,1</i>	<i>57,7%</i>
<i>Impôts indirects</i>	<i>1101,1</i>	<i>210,9</i>	<i>261,1</i>	<i>472,0</i>	<i>518,4</i>	<i>444,9</i>	<i>41,6%</i>
RECETTES NON FISCALES	72	3,8	19,8	23,7	47,5	36,48	47,1%
TOTAL RECTTES FISCALES ET NON FISCALES	1633	328,4	441,7	770,2	832,5	725,48	46,2%
AUTRES RECETTES	648,41	86,4	110,8	197,2	197,1	249,77	51,6%
TOTAL RECETTES INTERNES	2281,4	414,8	552,5	967,3	1028,6	975,25	47,5%

Graphique 1: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires entre le premier et deuxième trimestre 2014 ainsi que leur évolution par rapport à 2013.



II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Prévus pour un montant global de 2281,408 milliards dans la loi de finances initiale pour 2014, les crédits du budget général ont été portés à 2310,257 milliards du fait des reports de crédits d'investissement (28,849 milliards).

Au **30 juin 2014**, ces crédits sont engagés à hauteur de 1009,984 milliards, soit un taux d'exécution semestriel de 43,72% contre 49,32% au même semestre de 2013 (baisse de 5,6 points de pourcentage).

Ces engagements sont ordonnancés pour un montant de 924,606 milliards et payés à hauteur de 881,910 milliards pour le premier semestre 2014.

Le tableau suivant résume les différents niveaux d'exécution du budget général par titre **au 30 juin 2014**.

Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général sur le deuxième trimestre 2014 (en milliards)

Titre	Prévision	Modifications	Report de crédits	Total prévision	Engagement	taux d'engagement des crédits	Liquidation	Taux de liquidation des engagements	Ordonnancement	Taux d'ordonnancement des liquidations	Paiement	Reste à payer ou à prendre en charge
	(1)	(2)	(3)	(4) = 1+ 2+ 3	(5)	(6)= 5/4	(7)	(8) = 7/5	(9)	(10)=9/7	(11)	(12) = 7 - 9
Titre 1- Dette publique	523,410			523,410	91,130	17,41%	91,130	100,00%	91,130	100,00%	91,130	0,000
Titre 2- Dépenses de personnel	491,600			491,600	118,077	24,02%	118,077	100,00%	118,077	100,00%	118,077	0,000
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	379,726	-3,191		376,535	99,051	26,31%	64,609	65,23%	65,871	101,95%	63,155	2,716
Titre 4- Transferts courants	309,673	3,191		312,864	101,657	32,49%	101,652	100,00%	101,486	99,84%	100,513	0,973
Total dépenses ordinaires	1704,409	0,000	0,000	1704,409	409,915	24,05%	375,468	91,60%	376,564	100,29%	372,875	3,689
Total dépenses ordinaires hors personnel	1212,809	0,000	0,000	1212,809	291,838	24,06%	257,391	88,20%	257,391	100%	254,798	3,689
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	207,075	-25,487	19,988	201,576	51,772	25,68%	39,464	76,23%	39,870	101,03%	31,410	8,460
Titre 6- Transferts en capital	369,924	25,487	8,861	404,272	103,202	25,53%	103,202	100,00%	103,402	100,19%	103,531	-0,129
Total Investissement	576,999	0,000	28,849	605,848	154,974	25,58%	142,666	92,06%	143,272	100,42%	134,941	8,331
TOTAL BG	2281,408	0,000	28,849	2310,257	564,889	24,45%	518,134	91,72%	518,836	100,33%	507,816	12,020

Tableau 3: Situation d'exécution des dépenses cumulées du budget général au 30/06/2014 (en milliards)

<i>Titre</i>	<i>Prévision</i>	<i>Modifications</i>	<i>Report de crédits</i>	<i>Total prévision</i>	<i>Engagement</i>	<i>taux d'engagement des crédits</i>	<i>Liquidation</i>	<i>Taux de liquidation des engagements</i>	<i>Ordonnement</i>	<i>Taux d'ordonnement des liquidations</i>	<i>Paiement</i>	<i>Reste à payer ou à prendre en charge</i>
	(1)	(2)	(3)	(4) = 1+ 2+ 3	(5)	(6)= 5/4	(7)	(8) = 7/5	(9)	(10)=9/7	(11)	(12) = 7 - 9
Titre 1- Dette publique	523,410			523,410	158,810	30,34%	158,810	100,00%	158,810	100,00%	158,810	0,000
Titre 2- Dépenses de personnel	491,600			491,600	234,028	47,61%	234,028	100,00%	234,028	100,00%	234,028	0,000
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	379,726	-3,191		376,535	181,828	48,29%	126,966	69,83%	126,306	99,48%	104,724	21,582
Titre 4- Transferts courants	309,673	3,191		312,864	183,684	58,71%	183,680	100,00%	183,510	99,91%	181,520	1,990
Total dépenses ordinaires	1704,409	0,000	0,000	1704,409	758,350	44,49%	703,484	92,77%	702,654	99,88%	679,082	23,572
Total dépenses ordinaires hors personnel	1212,809	0,000	0,000	1212,809	524,322	43,23%	469,456	89,54%	468,626	99,82%	445,054	23,572
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	207,075	-25,487	19,988	201,576	83,557	41,45%	54,601	65,35%	53,875	98,67%	38,649	15,226
Titre 6- Transferts en capital	369,924	25,487	8,861	404,272	168,077	41,58%	168,077	100,00%	168,077	100,00%	164,179	3,898
Total Investissement	576,999	0,000	28,849	605,848	251,634	41,53%	222,678	88,49%	221,952	99,67%	202,828	19,124
TOTAL BUDGET GENERAL	2281,408	0,000	28,849	2310,257	1009,984	43,72%	926,162	91,70%	924,606	99,83%	881,910	42,696

II.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

II.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :

Les crédits ouverts, pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants,) ont été arrêtés à un montant de 1212,809 milliards. Ils sont exécutés **au 30 juin 2014** comme suit :

Exécution sur le deuxième trimestre :

- ✚ *Engagement* : 291,838 milliards soit 24,06% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées, desquelles résultera une charge de l'Etat ;
- ✚ *Liquidation* : 257,391 milliards, soit 88,20% des engagements; elle correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
- ✚ *Ordonnancement* : 257,391 milliards, soit 100% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
- ✚ *Paiement* : le montant des paiements au 30 juin 2014 est arrêté à 254,798 milliards, soit un taux de paiement de 99,99% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 2,593 milliards.

Le niveau du taux d'engagement a augmenté de 4,89 points de pourcentage entre le premier et le deuxième trimestre 2014. Les taux de liquidation, d'ordonnancement et de paiement sont quasiment au même niveau qu'au premier trimestre.

Cumulé au 30 juin 2014 :

- ✚ *Engagement* : 524,322 milliards soit 43,23% des crédits ouverts ;
Liquidation : 469,456 milliards, soit 89,53% des engagements ;
- ✚ *Ordonnancement* : 468,626 milliards, soit 99,82% des liquidations ;
- ✚ *Paiement* : 445,054 milliards, soit un taux de paiement de 94,96% des ordonnancements.
- ✚ *Caisse d'avance à régulariser* : 5,949 milliards

Comparativement au deuxième trimestre de l'année 2013, l'évolution du niveau d'exécution des dépenses ordinaires hors personnel montre une baisse du taux du niveau des engagements de 8,7 points de pourcentage.

- **La dette publique** : Le service de la dette publique payé au cours du deuxième trimestre 2014 est évalué à un montant de 158,8 milliards dont 124,5 milliards pour le principal et 34,3 milliards au titre des intérêts. Le montant des paiements au titre de la dette extérieure au cours du trimestre sous revue est de 28,9 milliards. S'agissant de la dette intérieure, le montant des paiements pour la même période est de 129,9 milliards.

En comparaison avec le premier trimestre, nous avons un meilleur taux d'engagement au deuxième trimestre avec 30,34% contre 12,93% soit une augmentation de 17,41 points de pourcentage.

En cumul au 30 juin 2014, le montant payé, au titre du service de la dette publique, est évalué à 286,3 milliards, soit 32,46% des paiements des dépenses du budget général. Les paiements sont destinés à honorer les échéances sur la dette intérieure pour un montant de 220,3 milliards et celles relatives à la dette extérieure pour un montant de 66 milliards.

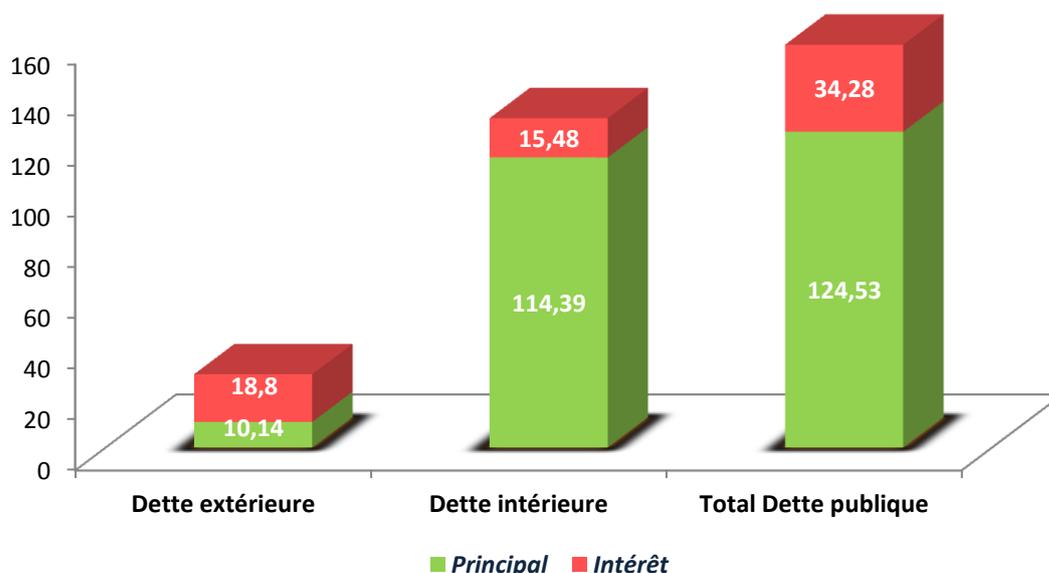
Le taux d'exécution des crédits destinés au paiement du service de la dette publique s'est établi à 54,69% au 30 juin 2014.

Le tableau ci-après retrace les montants payés au titre du service de la dette publique pour le premier semestre 2014.

Tableau 4: Service de la dette publique au titre du 1^{er} semestre 2014 (en milliards)

Dette publique 2014	T1_2014	T2_2014	Cumul	Ecart T2_2014/T1_2014	
				valeur	%
Dette extérieure	25,51	28,92	54,43	3,41	13%
<i>Principal</i>	15,8	10,1	25,93	-5,67	-36%
<i>intérêt</i>	9,71	18,8	28,5	9,08	94%
Dette intérieure	42,17	129,85	172,02	87,68	208%
<i>Principal</i>	32,14	114,4	146,52	82,24	256%
<i>intérêt</i>	10,03	15,5	25,5	5,44	54%
Dette publique totale	67,68	158,77	226,45	91,09	135%

Graphique 2: Service de la dette publique au titre du 1^{er} semestre 2014 (en milliards)



- **Les dépenses de fonctionnement:** Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration centrale. Les niveaux d'exécution sont analysés et se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le deuxième trimestre :

- ✚ *Engagement* : 99,051 milliards ; soit 26,31% des crédits ouverts ;
- ✚ *Liquidation* : 64,609 milliards; soit 65,23% des engagements ;
- ✚ *Paiement* : 63,155 milliards ; soit 97,74% des liquidations.

Les taux d'engagement et de paiement du deuxième trimestre 2014 ont progressé respectivement de 4,35 et 28,96 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2014. Seul le taux d'ordonnancement a connu une baisse de 10 points.

Cumulé au 30 juin 2014 :

- ✚ *Engagement* : 181,828 milliards ; soit 48,3% des crédits ouverts ;
- ✚ *Liquidation* : 126,966 milliards; soit 69,83% des engagements ;
- ✚ *Ordonnancement* : 126,306 milliards; soit 99,48% des liquidations ;
- ✚ *Paiement* : 104,724 milliards ; soit 82,91% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 21,582 milliards;
- ✚ *Caisse d'avance à régulariser* : 4,450 milliards.

Comparativement au deuxième trimestre de l'année 2013, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de fonctionnement est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une amélioration du niveau d'exécution des dépenses de fonctionnement pour lesquels le taux d'engagement a évolué de 3,5 points de pourcentage et le taux de paiement de 5,6 points.

Tableau 5: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement

Niveau d'exécution	Trim.2 2013	Trim.2 2014	Ecart
taux d'engagement des crédits	44,8%	48,3%	3,5%
taux de liquidation des engagements	78,5%	69,8%	-8,7%
taux d'ordonnancement des liquidations	99,5%	99,5%	0,0%
taux de Paiement des ordonnancements	77,3%	82,9%	5,7%

- **Les transferts courants :** Il s'agit des transferts et subventions destinés aux Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc... Les niveaux d'exécution sont analysés et se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le deuxième trimestre :

- ✚ Engagement : 101,657 milliards, soit 32,49% des crédits ouverts ;
- ✚ Liquidation : 101,652 milliards; soit 100% des engagements ;
- ✚ Ordonnancement : 101,486 milliards; soit 98,84% des engagements ;
- ✚ Paiement : 101,153 milliards; soit 99,67% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 0,97 milliard.

En comparaison avec le premier trimestre 2014, le taux d'engagement est meilleur sur le deuxième trimestre avec un écart de 6,23 points de pourcentage. Les taux de liquidation, d'ordonnancement et de paiement sont quasiment au même niveau entre les deux premiers trimestres de 2014.

Cumulé au 30 juin 2014 :

- ✚ Engagement : 183,694 milliards, soit 58,7% des crédits ouverts ;
- ✚ Ordonnancement : 183,68 milliards; soit 99,99% des engagements ;
- ✚ Paiement : 181,52 milliards; soit 98,9% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 1,99 milliard;
- ✚ Caisse d'avance à régulariser : 1,499 milliard.

Comparativement au deuxième trimestre de l'année 2013, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de transferts courants est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une baisse du niveau d'exécution des dépenses de transferts courants pour lesquels le taux d'engagement a baissé de 7 points de pourcentage. Cependant, le niveau de paiement des ordonnancements a augmenté de 3,1 points de pourcentage. Cette situation s'explique par des restes à payer ou à prendre en charge moins importants pour le 1^{er} semestre 2014 (1,999 milliard) que pour la même période de l'année 2013 (8,012 milliards).

Tableau 6: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants

Niveau d'exécution	Trim.2 2013	Trim.2 2014	Ecart
taux d'engagement des crédits	65,7%	58,7%	-7,6
taux d'ordonnement des engagements	99,6%	99,9%	0,3
taux de Paiement des ordonnancements	95,8%	98,9%	3,1

II.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été initialement prévues pour un montant de 576,999 milliards réparti entre les investissements exécutés par l'Etat pour un montant de 207,075 milliards et les transferts en capital pour un montant de 369,924 milliards. Elles ont été revues à la hausse par les reports de 2013 pour un montant total de 28,849 milliards réparti comme suit :

- ❖ 19,988 milliards de crédits non consommés sur la gestion 2013 et reportés sur celle de 2014;
- ❖ 8,861 milliards pour les transferts en capital.

Les dépenses en capital sont composées des investissements exécutés par l'Etat et des transferts en capital.

- **Les investissements exécutés par l'Etat :** Il s'agit des dépenses d'investissement exécutées directement par les services de l'Administration. Les niveaux d'exécution sont analysés et se présentent comme suit:

Niveau d'exécution sur le deuxième trimestre :

- ✚ Engagement : 51,772 milliards; soit 25,68% des crédits ouverts ;
- ✚ Liquidation : 39,464 milliards ; soit 76,23% des engagements ;
- ✚ Ordonnement : 39,870 milliards; soit 101,03% des liquidations ;
- ✚ Paiement : 31,410 milliards, soit 78,78% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 8,46 milliards;

Par rapport au premier trimestre de 2014, tous les taux d'exécution ont fortement progressé. Le taux d'engagement du deuxième trimestre a ainsi progressé de 10,89 points de pourcentage et le taux de liquidation de 28,61 points.

Cumulé au 30 juin 2014

- ✚ Engagement : 83,557 milliards; soit 41,45% des crédits ouverts ;
- ✚ Liquidation : 54,601 milliards ; soit 65,35% des engagements ;
- ✚ Ordonnement : 53,875 milliards; soit 98,67% des liquidations ;
- ✚ Paiement : 38,649 milliards, soit 71,74% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 15,226 milliards;
- ✚ Caisse d'avance à régulariser : 0,662 milliard.

Comparativement au deuxième trimestre de l'année 2013, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des investissements exécutés par l'Etat est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une progression des taux de réalisation des investissements exécutés par l'Etat.

Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat

Niveau d'exécution	Trim. 2 2013	Trim. 2 2014	Ecart
taux d'engagement des crédits	30,9%	41,5%	10,6%
taux de liquidation des engagements	59,7%	65,3%	5,6%
taux d'ordonnancement des liquidations	97,2%	98,7%	1,5%
taux de Paiement des ordonnancements	63,7%	71,7%	8%

- **Les transferts en capital** : Ils sont destinés aux investissements exécutés par les établissements publics, les agences et autres structures assimilées. Les niveaux d'exécution sont analysés et se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le deuxième trimestre :

- ✚ *Engagement* : 103,202 milliards; soit 25,53% des crédits ouverts ;
- ✚ *Ordonnancement* : 103,202 milliards; soit 100% des engagements ;
- ✚ *Paiement* : 103,202 milliards; soit 100% des engagements.

Le taux d'engagement a augmenté de 8,94 points entre le deuxième et le premier trimestre 2014. Les taux d'ordonnancement et de paiement restent quasiment au même niveau.

Cumulé au 30 juin 2014 :

- ✚ *Engagement* : 168,077 milliards; soit 41,6% des crédits ouverts ;
- ✚ *Ordonnancement* : 168,077 milliards; soit 100% des engagements ;
- ✚ *Paiement* : 164,179 milliards; soit 97,7% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 3,898 milliards.
- ✚ *Caisse d'avance à régulariser* : 0,520 milliard.

Comparativement au deuxième trimestre de l'année 2013, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de transferts en capital est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre un repli du taux d'engagement des crédits et du taux de paiement des ordonnancements respectivement de 9,6 points et 0,4 point de pourcentage.

Cependant, les diligences dans l'ordonnancement des engagements ont été plus perceptibles pour le 1^{er} semestre de 2014 avec 100% de taux d'exécution que pour le même trimestre de 2013 où on a noté une forte baisse de 8 points de pourcentage.

Il y a lieu de faire remarquer que le niveau d'exécution budgétaire appréciable des transferts en capital ne traduit pas nécessairement un bon niveau de réalisation des projets d'investissement dont l'exécution est confiée à des structures jouissant d'une autonomie de

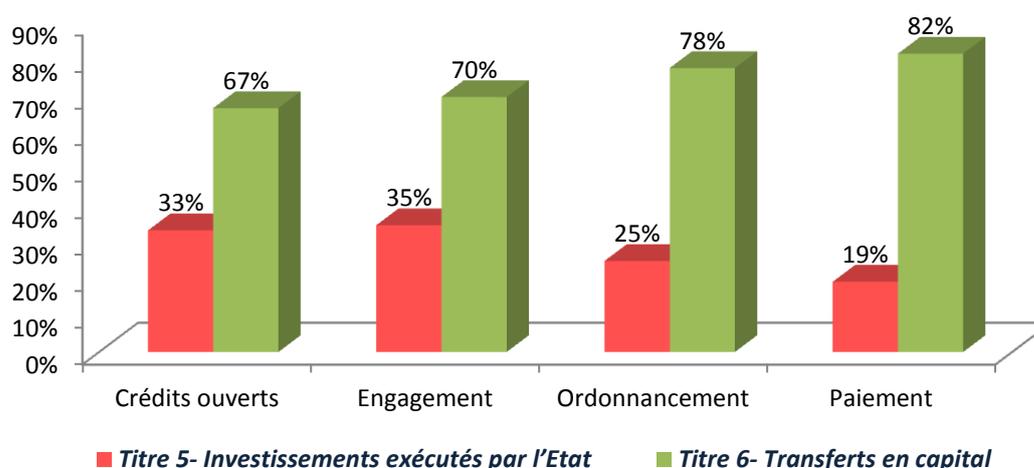
gestion. En effet, ces structures disposent de comptes de dépôt au niveau du Trésor, dans lesquels sont virés lesdits transferts. La mobilisation effective des montants virés dans ces comptes en vue de la réalisation des projets d'investissement pour lesquels ils sont destinés, peut intervenir au-delà de la période sous revue.

Tableau 8: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital

Niveau d'exécution	Trim. 2 2013	Trim. 2 2014	Ecart
taux d'engagement des crédits	51,2%	41,6%	-9,6%
taux d'ordonnement des engagements	99,3%	100%	0,7%
taux de Paiement des ordonnancements	98,1%	97,7%	-0,4%

Le graphique ci-après fait état de la répartition des dépenses d'investissement, au deuxième trimestre 2014, entre les investissements exécutés par l'Etat et les transferts en capital. Il montre que les transferts en capital sont privilégiés par rapport aux investissements exécutés par l'Etat aussi bien au moment de la répartition initiale des crédits qu'en cours d'exécution budgétaire.

Graphique 3: Répartition des dépenses d'investissement par titre au 30/06/2014



Le graphique de l'annexe 3 permet de faire une comparaison des taux d'engagement global des crédits du budget général hors dette et hors personnel, par section au 30 juin 2014. Il montre une forte disparité dans la mobilisation des crédits.

En effet, si le Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation, le Conseil constitutionnel, le Conseil économique, social et environnemental et le Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur ont atteint des niveaux d'exécution appréciables de leurs crédits avec respectivement 71%, 100%, 70% et 76%. Il en est autrement pour le Ministère de la Culture et de la Communication, le Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire et le Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations avec les Institutions qui sont à des niveaux de mobilisation respectifs de 25%, 9% et 26% au 30 juin 2014.

II.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel payées au courant du deuxième trimestre 2014 s'élèvent à un montant de 118,07 milliards contre 116,03 milliards pour le premier trimestre ; soit une hausse de 2,04 milliards. Cette hausse est essentiellement due aux paiements du mois d'avril qui ont évolué de 2,160 milliards par rapport à ceux du mois de mars 2013 du fait des allocations faites, au début de chaque trimestre, au profit de l'Assemblée nationale et du Conseil économique social et environnemental.

En cumul au 30 juin 2014, le montant total de la masse salariale se chiffre à 234,1 milliards, enregistrant ainsi une hausse de 2,6%, soit 5,868 milliards par rapport au montant payé à la même période pour l'année 2013.

Cette progression est la résultante de celles notées au premier trimestre pour 3,014 milliards et au deuxième trimestre pour 2,854 milliards comme le montre le tableau ci-après.

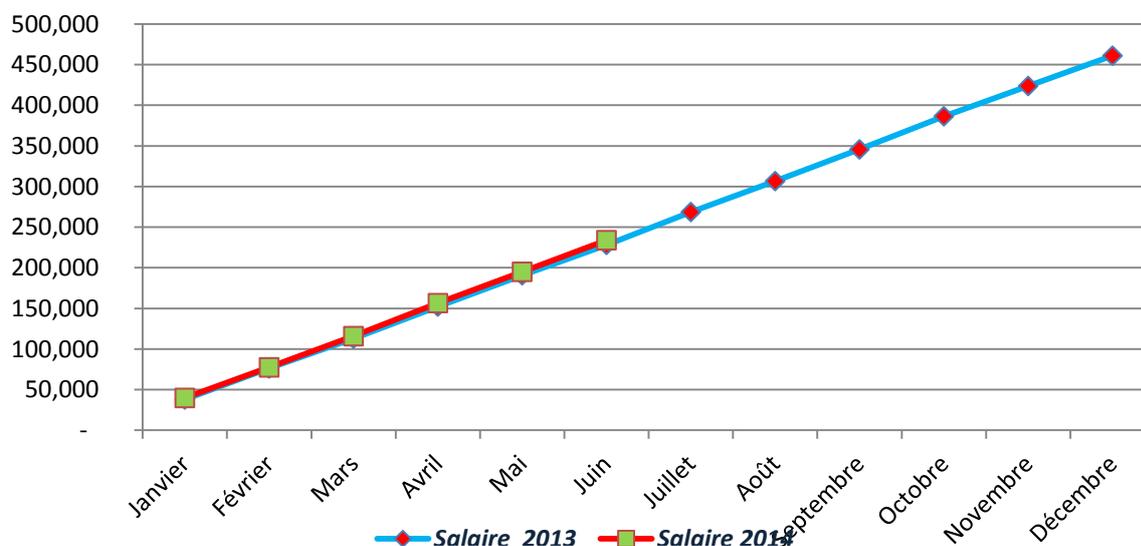
Tableau 9: Evolution de la masse salariale au deuxième trimestre 2014 (en milliards)

Niveau d'exécution	2 013	2 014	Ecart
Trimestre 1	113,016	116,030	3,014
Trimestre 2	115,216	118,070	2,854
Cumul	228,232	234,1	5,868

Source : DSPRV/DGF/MEF

Néanmoins, l'exécution des dépenses de personnel de 2014 reste quasi identique à celle de 2013 comme l'illustre le graphique ci-dessous avec les deux courbes d'évolution qui se superposent pour les six premiers mois.

Graphique 4: Evolutions comparées des masses salariales de 2013 et de 2014 (en milliards)



III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

III.1 Les comptes d'affectation spéciale

III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 30 juin 2014

Les recettes du Fonds national de retraite du deuxième trimestre 2014 s'élèvent à 16,256 milliards, en hausse de 294,2 millions par rapport au trimestre précédent.

Le nombre moyen de cotisants est passé de 73 589 agents au premier trimestre à 75 135 agents au deuxième trimestre, soit en moyenne 1546 cotisants supplémentaires entre les deux trimestres.

En cumul au 30 juin 2014, les recettes du FNR sont arrêtées à 32,215 milliards, en progression de 337 millions en valeur absolue et 1,1% en valeur relative par rapport à la même période de 2013.

Tableau 10: Recettes du FNR et nombre de cotisants du 1^{er} semestre 2014

Période	Montant (milliards)	Nombre moyen de cotisants
Trimestre 1	15,960	73 589
Trimestre 2	16,255	75 135
Ecart	0,295	1546
Cumul	32,215	75 135

➤ Les dépenses du FNR au 30 juin 2014

Les dépenses du fonds national de retraite du deuxième trimestre 2014 s'élèvent à un montant de 18,582 milliards, en hausse de 420 millions par rapport au trimestre précédent.

Le nombre moyen d'allocataires est passé de 57 277 pensionnés au premier trimestre à 58 216 pensionnés au deuxième trimestre 2014, soit 939 nouveaux allocataires en moyenne entre les deux trimestres.

En cumul au 30 juin 2014, les dépenses du FNR se chiffrent à 36,743 milliards, en progression de 2,733 milliards en valeur absolue et 8% en valeur relative par rapport à la même période de 2013.

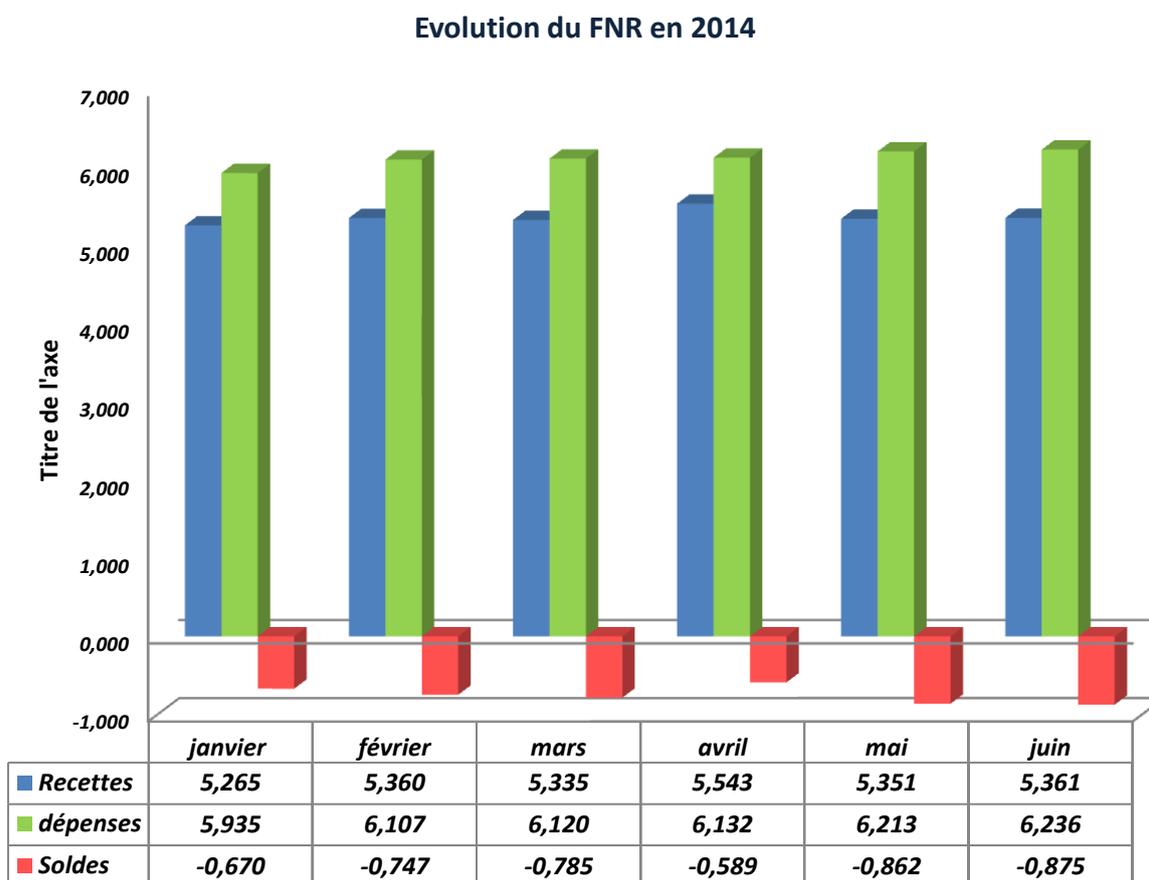
Tableau 11: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires du 1^{er} semestre 2014

Période	Montant (milliards)	Nombre moyen d'allocataires
Trimestre 1	18,162	57 277
Trimestre 2	18,581	58 216
Ecart	0,419	939
Cumul	36,743	58 216

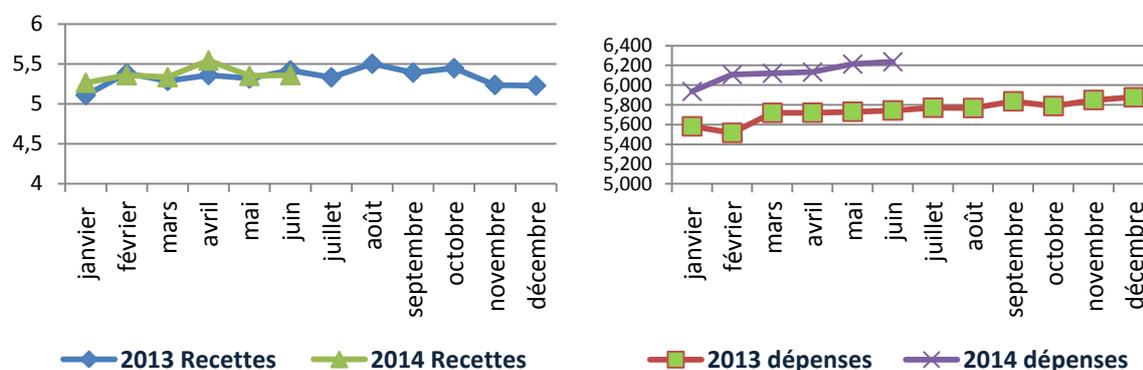
➤ Solde du FNR au 30 juin 2014

Les recettes du FNR au **30 juin 2014** s'élèvent à un montant de **32,215** milliards tandis que pour la même période, les dépenses s'élèvent à **36,743** milliards. L'excédent des dépenses sur les recettes constaté au cours de cette période est de **4,528 milliards**, soit en **moyenne un déficit mensuel de 755 millions**.

Graphique 5: Situation du FNR du 1^{er} semestre 2014 (en milliards)



Graphique 6 : Evolutions comparées des dépenses et des recettes du FNR de 2013 et de 2014 (en milliards)



III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale

Les comptes d'affectation spéciale (hors FNR) ont enregistré des recettes cumulées, au 30 juin 2014, de l'ordre de 823 millions dont 147,962 millions pour frais de constitution des sociétés à participation publique et 675,28 millions pour la Caisse d'Encouragement à la Pêche. Par rapport à la même période 2013, ces recettes sont en hausse de 514,719 millions provenant du fonds de la Caisse d'Encouragement à la Pêche.

Les dépenses portées sur lesdits comptes s'élèvent en revanche à 268,47 millions au même moment, soit un solde excédentaire au terme du deuxième trimestre de 554,62 millions.

III.2 Le compte de commerce

Le compte de commerce « opération des armées à caractère industriel et commercial » n'a enregistré ni dépenses ni recettes à fin juin 2014.

III.3 Les comptes de prêts

Globalement, les recettes issues du recouvrement des prêts communément appelés « prêts DMC » sont arrêtées à 3,342 milliards. Le montant des prêts accordés aux agents de l'Etat s'élève à 8,062 milliards pour la période sous revue. Ainsi, au titre des opérations de l'année, les comptes de prêts restent déficitaires de 4,719 milliards.

III.4 Les comptes d'avance

Les comptes d'avances sont restés inactifs sur la période sous revue.

III.5 Les comptes de garanties et d'avaux

Les comptes de garanties et d'avaux sont restés inactifs sur la période sous revue.

ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 30/06/2014 (en milliards)

Nature de la recette	Prévisions LFI	Recouvrements 2014			Cumul au 30 juin 2013	Taux de recouvrement
		Trim 1	Trim 2	Ecart		
071 RECETTES FISCALES						
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	171,2	42,3	103,2	60,9	145,5	85,0%
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	266,1	58,6	56,0	-2,6	114,6	43,1%
Total impôts sur revenu et sur salaires (711+712)	437,3	100,9	159,2	58,3	260,1	59,5%
713 impôts sur le patrimoine (IRCM, IRVM et TPV)	21,6	8,5	5,8	-2,7	14,3	66,4%
714 Autres impôts directs (CFCE)	1,0	4,3	-4,2	-8,5	0,1	
Total Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	459,9	113,7	160,8	47,2	274,5	59,7%
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	805,1	94,3	235,0	140,7	329,3	40,9%
716 Droits de timbre et d'enregistrement	37,2	9,1	3,7	-5,4	12,8	34,5%
717 Droits et taxes à l'importation	236,4	105,0	-9,2	-114,2	95,8	40,5%
719 Autres recettes fiscales	22,4	2,5	31,6	29,1	34,1	152,1%
Total impôts indirects (715+716+717+719)	1101,1	210,9	261,1	50,2	472,0	42,9%
071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	1561,0	324,6	421,9	97,3	746,5	47,8%
072 RECETTES NON FISCALES			0,0	0,0	0,0	
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	13,0	3,4	3,6	0,3	7,0	53,9%
722 Droits et frais administratifs	0,1	0,3	0,5	0,2	0,7	722,0%
723 Amendes et condamnations pécuniaires	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	68,0%
724 Produits financiers	56,8	0,2	14,8	14,6	14,9	26,3%
729 Autres recettes non fiscales	2,0	0,1	0,9	0,8	0,9	46,8%
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	72,0	3,9	19,8	15,9	23,7	32,9%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1633,0	328,5	441,7	113,2	770,2	47,2%
74 Dons budgétaires	42,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	59,0	8,7	17,5	8,8	26,2	44,3%
14 Emission de bons du Trésor	136,4	42,7	25,3	-17,4	67,9	49,8%
17 Autres Emprunts (Emissions d'obligations)	358,0	35,0	68,1	33,1	103,1	28,8%
29 Remboursement Prêts rétrocédés	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6%
16 Emprunt Programme	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%
TOTAL AUTRES RECETTES (74 - 75 -76- 14-17-29-16)	648,4	86,3	110,8	24,5	197,2	30,4%
TOTAL RECETTES INTERNES (71-72-74-76-29)	2281,4	414,8	552,5	137,7	967,3	42,4%
Recettes externes non assignées au Trésor			0,0	0,0	0,0	
12 Dons Projet et legs	181,0			0,0	0,0	0,0%
15 Tirage sur Dons et Emprunt projets	184,0			0,0	0,0	0,0%
Total Recettes externes non assignées au Trésor (12 - 15)	365,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2646,4	414,8	552,5	137,7	967,3	36,6%

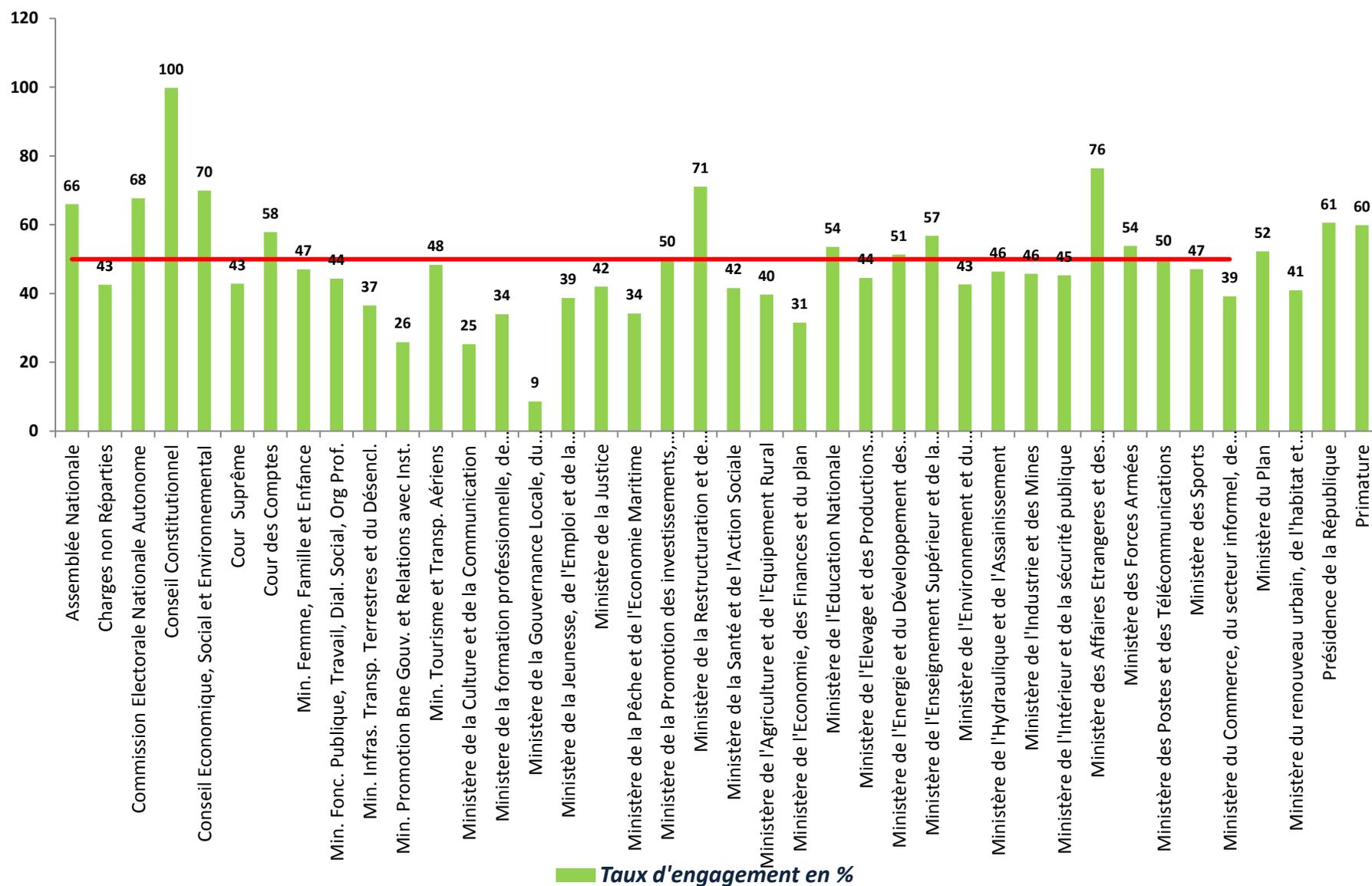
Sources : DGCPT

ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 juin 2014 en FCFA

LIBELLES	Cumulé au 30 juin 2014		
	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale			
96.101 Fonds national de retraite	32 217 814 638	36 745 878 006	-4 528 063 368
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	147 812 396	29 929 753	117 882 643
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	675 280 407	238 542 048	436 738 359
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	0	0	0
Sous-total	33 040 907 441	37 014 349 807	-3 973 442 366
Comptes de commerce	0	0	
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.			
Sous-total	-	-	-
Comptes de prêts	0	0	
96.503 Prêts aux collectivités locales	0	0	
96.507 Prêts aux particuliers	3 342 877 609	8 062 873 931	-4 719 996 322
Sous-total	3 342 877 609	8 062 873 931	-4 719 996 322
Comptes d'avances			
96.605 Avances aux collectivités locales			
Sous-total			
Total CST	36 383 785 050	45 077 223 738	-8 693 438 688

Sources : DGCPST sauf pour les données sur le FNR fournies par la DSPRV

ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 juin 2014 (hors dette et hors personnel)





SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR

SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

Ministère de l'Economie
et des Finances

Direction Générale des Finances

GESTION :

2014

MOIS :

06-2014

à la date du 30/06/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5) *1	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
21 - Présidence de la République	38 387 988 000	0	6 760 840 157	1 000 000 000	46 148 828 157	28 294 350 351	17 854 477 806	27 952 166 616	61	26 870 132 036	26 846 143 316	58	26 752 075 100	26 211 318 680	540 756 420
Dépenses de fonctionnement	9 197 538 000	0	760 547 157	0	9 958 085 157	4 770 775 065	5 187 310 092	4 433 392 586	45	3 394 470 184	3 386 475 184	34	3 358 505 184	2 890 534 307	467 970 877
Transferts courants	13 066 342 000	0	5 950 293 000	0	19 016 635 000	16 343 738 500	2 672 896 500	16 343 738 500	86	16 343 738 500	16 343 738 500	86	16 343 738 500	16 343 738 500	0
Investissements exécutés par l'état	1 948 108 000	0	50 000 000	0	1 998 108 000	305 590 327	1 692 517 673	303 789 071	15	266 166 183	254 171 483	13	199 236 483	136 079 127	63 157 356
Transfert en capital	13 966 000 000	0	0	1 000 000 000	14 966 000 000	6 818 000 000	8 148 000 000	6 818 000 000	46	6 818 000 000	6 818 000 000	46	6 818 000 000	6 818 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	0	0	0	210 000 000	56 246 459	153 753 541	53 246 459	25	47 757 169	43 758 149	21	32 594 933	22 966 746	9 628 187
22 - Assemblée Nationale	8 415 506 000	0	0	0	8 415 506 000	5 551 195 600	2 864 310 400	5 551 195 600	66	5 551 195 600	5 551 195 600	66	5 317 195 600	5 317 195 600	0
Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	0	0	0	7 468 345 000	4 976 195 600	2 492 149 400	4 976 195 600	67	4 976 195 600	4 976 195 600	67	4 976 195 600	4 976 195 600	0
Transferts courants	91 161 000	0	0	0	91 161 000	45 000 000	46 161 000	45 000 000	49	45 000 000	45 000 000	49	45 000 000	45 000 000	0
Transfert en capital	856 000 000	0	0	0	856 000 000	530 000 000	326 000 000	530 000 000	62	530 000 000	530 000 000	62	296 000 000	296 000 000	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	3 100 983 000	0	0	0	3 100 983 000	2 100 000 000	1 000 983 000	2 100 000 000	68	2 100 000 000	2 100 000 000	68	2 100 000 000	1 880 000 000	220 000 000
Transferts courants	3 100 983 000	0	0	0	3 100 983 000	2 100 000 000	1 000 983 000	2 100 000 000	68	2 100 000 000	2 100 000 000	68	2 100 000 000	1 880 000 000	220 000 000
24 - Conseil Economique, Social et Environnemental	2 752 087 000	0	0	0	2 752 087 000	1 924 587 000	827 500 000	1 924 587 000	70	1 924 587 000	1 924 587 000	70	1 924 587 000	1 924 587 000	0
Dépenses de fonctionnement	1 655 000 000	0	0	0	1 655 000 000	827 500 000	827 500 000	827 500 000	50	827 500 000	827 500 000	50	827 500 000	827 500 000	0
Transferts courants	347 087 000	0	0	0	347 087 000	347 087 000	0	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	0
Transfert en capital	750 000 000	0	0	0	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	100	750 000 000	750 000 000	100	750 000 000	750 000 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	172 370 000	0	0	0	172 370 000	172 000 000	370 000	172 000 000	100	172 000 000	172 000 000	100	172 000 000	172 000 000	0
Dépenses de fonctionnement	128 370 000	0	0	0	128 370 000	128 000 000	370 000	128 000 000	100	128 000 000	128 000 000	100	128 000 000	128 000 000	0
Transfert en capital	44 000 000	0	0	0	44 000 000	44 000 000	0	44 000 000	100	44 000 000	44 000 000	100	44 000 000	44 000 000	0
27 - Cour Suprême	1 067 933 000	0	0	0	1 067 933 000	457 978 000	609 955 000	457 978 000	43	457 978 000	457 978 000	43	457 978 000	457 978 000	0
Dépenses de fonctionnement	915 956 000	0	0	0	915 956 000	457 978 000	457 978 000	457 978 000	50	457 978 000	457 978 000	50	457 978 000	457 978 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

22

Edité le : 30-JUIL-14 11:20:27

Par :



SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR

SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2014

MOIS :

06-2014

à la date du 30/06/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5) *1	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Transferts courants	1 977 000		0	0	0	1 977 000	0	1 977 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	150 000 000		0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
28 - Cour des Comptes	1 288 952 000		0	0	0	1 288 952 000	770 733 884	518 218 116	745 733 884	58	694 694 206	694 694 206	54	693 278 206	670 792 819	22 485 387
Dépenses de fonctionnement	263 952 000		0	0	0	263 952 000	129 493 884	134 458 116	124 493 884	47	94 694 206	94 694 206	36	93 278 206	70 792 819	22 485 387
Transferts courants	900 000 000		0	0	0	900 000 000	600 000 000	300 000 000	600 000 000	67	600 000 000	600 000 000	67	600 000 000	600 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	125 000 000		0	0	0	125 000 000	41 240 000	83 760 000	21 240 000	17	0	0	0	0	0	0
30 - Primature	18 661 249 000		0	0	0	18 661 249 000	12 165 456 511	6 495 792 489	11 170 261 511	60	10 836 582 130	10 832 835 925	58	9 920 593 890	9 740 959 670	179 634 220
Dépenses de fonctionnement	3 416 874 000		0	0	0	3 416 874 000	2 603 078 637	813 795 363	1 932 883 637	57	1 707 314 270	1 703 568 065	50	1 675 008 530	1 553 722 310	121 286 220
Transferts courants	4 197 375 000		0	0	0	4 197 375 000	3 221 204 500	976 170 500	3 121 204 500	74	3 121 204 500	3 121 204 500	74	2 249 469 500	2 218 969 500	30 500 000
Investissements exécutés par l'état	650 000 000		0	0	0	650 000 000	177 673 374	472 326 626	177 673 374	27	69 563 360	69 563 360	11	57 615 860	29 767 860	27 848 000
Transfert en capital	10 397 000 000		0	0	0	10 397 000 000	6 163 500 000	4 233 500 000	5 938 500 000	57	5 938 500 000	5 938 500 000	57	5 938 500 000	5 938 500 000	0
31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Exter	33 960 555 000		0	2 415 300 000	0	36 375 855 000	28 320 428 098	8 055 426 902	27 797 169 027	76	5 987 753 301	5 987 753 301	16	5 858 678 355	4 650 009 145	1 208 669 210
Dépenses de fonctionnement	21 969 921 000		0	1 965 300 000	0	23 935 221 000	20 274 047 347	3 661 173 653	19 855 549 219	8	1 773 318 432	1 773 318 432	7	1 737 818 432	686 451 983	1 051 366 449
Transferts courants	5 710 634 000		0	450 000 000	0	6 160 634 000	4 108 933 437	2 051 700 563	4 004 172 494	65	4 000 597 044	4 000 597 044	65	3 907 087 098	3 753 847 162	153 239 936
Investissements exécutés par l'état	4 980 000 000		0	0	0	4 980 000 000	3 737 447 314	1 242 552 686	3 737 447 314	1	13 837 825	13 837 825	0	13 772 825	9 710 000	4 062 825
Transfert en capital	1 300 000 000		0	0	0	1 300 000 000	200 000 000	1 100 000 000	200 000 000	15	200 000 000	200 000 000	15	200 000 000	200 000 000	0
32 - Ministère des Forces Armées	51 635 375 000		0	3 062 375 039	1 655 933 663	56 353 683 702	30 536 316 430	25 817 367 272	30 362 642 530	54	26 228 814 523	26 065 278 320	46	25 590 026 320	21 190 180 599	4 399 845 721
Dépenses de fonctionnement	23 575 688 000		0	1 950 000 000	0	25 525 688 000	14 309 373 784	11 216 314 216	14 193 825 264	54	12 845 584 664	12 801 183 651	50	12 681 991 214	11 383 627 588	1 298 363 626
Transferts courants	2 359 687 000		0	0	0	2 359 687 000	1 384 744 300	974 942 700	1 362 975 800	58	1 362 975 800	1 362 975 800	58	1 362 975 800	1 347 975 800	15 000 000
Investissements exécutés par l'état	24 686 000 000		0	867 375 039	1 655 933 663	27 209 308 702	14 287 698 346	12 921 610 356	14 251 341 466	52	11 465 754 059	11 346 618 869	42	10 990 559 306	8 029 077 211	2 961 482 095

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 30-JUIL.-14 11:20:27

Par :



SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR

SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2014

MOIS :

06-2014

à la date du 30/06/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5) *1	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
Transfert en capital	864 000 000	0	245 000 000	0	1 109 000 000	554 500 000	554 500 000	554 500 000	50	554 500 000	554 500 000	50	554 500 000	429 500 000	125 000 000
Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
33 - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	29 750 214 000	0	3 460 000 000	2 938 167 173	36 148 381 173	17 753 122 232	18 395 258 941	16 366 371 572	45	12 663 658 194	12 331 662 058	34	11 609 979 203	9 304 992 426	2 304 986 777
Dépenses de fonctionnement	10 450 214 000	0	2 900 000 000	0	13 350 214 000	6 224 499 545	7 125 714 455	4 850 744 085	27	3 283 084 109	3 145 580 409	24	2 687 962 378	1 972 648 054	715 314 324
Transferts courants	4 000 000 000	0	0	0	4 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	50	2 000 000 000	2 000 000 000	50	2 000 000 000	2 000 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	13 280 000 000	0	0	2 938 167 173	16 218 167 173	8 391 021 189	7 827 145 984	8 378 025 989	52	6 258 854 087	6 064 361 651	37	5 833 616 827	4 243 944 374	1 589 672 453
Transfert en capital	1 820 000 000	0	560 000 000	0	2 380 000 000	1 079 700 000	1 300 300 000	1 079 700 000	45	1 079 700 000	1 079 700 000	45	1 079 700 000	1 079 700 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	200 000 000	0	0	0	200 000 000	57 901 498	142 098 502	57 901 498	29	42 019 998	42 019 998	21	8 699 998	8 699 998	0
34 - Ministère de la Justice	11 286 829 000	0	400 000 000	162 311 691	11 849 140 691	5 410 374 515	6 438 766 176	4 973 582 911	42	3 927 454 528	3 927 314 528	33	3 613 412 603	3 028 885 639	584 526 964
Dépenses de fonctionnement	5 842 967 000	0	400 000 000	0	6 242 967 000	3 251 981 376	2 990 985 624	2 846 352 772	43	2 175 539 324	2 175 399 324	35	1 936 491 282	1 457 342 913	479 148 369
Transferts courants	1 443 862 000	0	0	0	1 443 862 000	1 228 188 000	215 674 000	1 226 820 000	85	1 226 820 000	1 226 820 000	85	1 226 820 000	1 226 820 000	0
Investissements exécutés par l'état	3 600 000 000	0	0	162 311 691	3 762 311 691	876 205 139	2 886 106 552	846 410 139	22	471 095 204	471 095 204	13	396 101 321	290 722 726	105 378 595
Transfert en capital	400 000 000	0	0	0	400 000 000	54 000 000	346 000 000	54 000 000	14	54 000 000	54 000 000	14	54 000 000	54 000 000	0
35 - Ministère de la Fonction Publique, du Travail, du Dialogue Soc	2 011 079 000	0	29 155 000	63 828 995	2 104 062 995	1 008 024 889	1 096 038 106	931 928 349	44	665 692 337	662 084 361	31	632 090 565	514 750 002	117 340 563
Dépenses de fonctionnement	476 159 000	0	0	0	476 159 000	188 525 924	287 633 076	162 429 384	34	121 100 294	117 492 318	25	97 202 988	74 077 742	23 125 246
Transferts courants	254 920 000	0	29 155 000	0	284 075 000	174 155 000	109 920 000	124 155 000	44	124 155 000	124 155 000	44	124 155 000	124 155 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 120 000 000	0	0	63 828 995	1 183 828 995	555 343 965	628 485 030	555 343 965	47	330 437 043	330 437 043	28	320 732 577	226 517 260	94 215 317
Transfert en capital	160 000 000	0	0	0	160 000 000	90 000 000	70 000 000	90 000 000	56	90 000 000	90 000 000	56	90 000 000	90 000 000	0
40 - Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	7 590 765 000	0	0	490 939 787	8 081 704 787	2 812 706 252	5 268 998 535	2 763 799 833	34	2 282 115 087	2 243 278 337	28	2 135 047 577	1 691 751 704	443 295 873
Dépenses de fonctionnement	557 318 000	0	0	0	557 318 000	204 062 369	353 255 631	204 062 369	37	141 811 748	141 811 748	25	125 707 276	90 377 575	35 329 701

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 30-JUIL.-14 11:20:27

Par :



SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR

SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2014

MOIS :

06-2014

à la date du 30/06/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5) *1	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
Transferts courants	183 447 000	0	0	0	183 447 000	95 259 500	88 187 500	95 259 500	52	95 259 500	95 259 500	52	92 370 500	92 370 500	0
Investissements exécutés par l'état	3 472 400 000	0	0	490 939 787	3 963 339 787	1 546 870 774	2 416 469 013	1 497 964 355	38	1 078 530 230	1 039 693 480	26	991 177 753	617 664 033	373 513 720
Transfert en capital	2 427 600 000	0	0	0	2 427 600 000	687 250 000	1 740 350 000	687 250 000	28	687 250 000	687 250 000	28	687 250 000	687 250 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	950 000 000	0	0	0	950 000 000	279 263 609	670 736 391	279 263 609	29	279 263 609	279 263 609	29	238 542 048	204 089 596	34 452 452
41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désen	82 331 220 000	0	3 287 897 000	1 800 000 000	87 419 117 000	31 977 803 928	55 441 313 072	31 934 266 528	37	31 809 241 738	31 809 199 238	36	31 805 982 566	31 697 042 316	108 940 250
Dépenses de fonctionnement	385 220 000	0	-137 103 000	0	248 117 000	157 995 324	90 121 676	151 995 324	61	143 088 314	143 045 814	58	139 829 142	100 532 776	39 296 366
Investissements exécutés par l'état	3 500 000 000	0	0	0	3 500 000 000	303 261 858	3 196 738 142	265 724 458	8	149 606 678	149 606 678	4	149 606 678	79 962 794	69 643 884
Transfert en capital	78 446 000 000	0	3 425 000 000	1 800 000 000	83 671 000 000	31 516 546 746	52 154 453 254	31 516 546 746	38	31 516 546 746	31 516 546 746	38	31 516 546 746	31 516 546 746	0
42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	67 574 576 000	0	0	714 859 033	68 289 435 033	27 103 316 846	41 186 118 187	27 093 879 129	40	26 590 622 405	26 565 545 395	39	26 175 835 905	24 706 835 445	1 469 000 460
Dépenses de fonctionnement	1 167 450 000	0	0	0	1 167 450 000	536 649 537	630 800 463	532 345 437	46	469 869 114	464 767 044	40	428 146 192	368 014 333	60 131 859
Transferts courants	6 807 126 000	0	0	0	6 807 126 000	5 110 197 000	1 696 929 000	5 110 197 000	75	5 110 197 000	5 110 197 000	75	5 110 197 000	5 098 155 000	12 042 000
Investissements exécutés par l'état	5 045 000 000	0	0	714 859 033	5 759 859 033	1 542 863 329	4 216 995 704	1 537 729 712	27	1 096 949 311	1 076 974 371	19	833 601 733	686 775 132	146 826 601
Transfert en capital	54 555 000 000	0	0	0	54 555 000 000	19 913 606 980	34 641 393 020	19 913 606 980	37	19 913 606 980	19 913 606 980	37	19 803 890 980	18 553 890 980	1 250 000 000
43 - Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	149 327 956 231	0	5 026 600 000	6 440 558 098	160 795 114 329	52 213 386 415	108 581 727 914	50 627 778 337	31	47 456 139 604	46 998 967 497	29	45 028 099 519	39 651 633 812	5 376 465 707
Dépenses de fonctionnement	11 276 140 451	0	204 600 000	0	11 480 740 451	4 432 800 736	7 047 939 715	4 257 608 371	37	3 853 457 913	3 583 561 823	31	3 358 927 781	2 683 012 009	675 915 772
Transferts courants	1 871 840 780	0	0	0	1 871 840 780	1 497 562 646	374 278 134	1 497 562 646	80	1 497 562 646	1 497 562 646	80	1 497 562 646	1 497 562 646	0
Investissements exécutés par l'état	27 128 975 000	0	150 000 000	2 664 680 753	29 943 655 753	17 757 440 599	12 186 215 154	17 647 024 886	59	14 879 536 611	14 872 260 594	50	14 744 090 201	12 457 353 582	2 286 736 619
Transfert en capital	24 951 000 000	0	4 672 000 000	3 775 877 345	33 398 877 345	19 817 708 503	13 581 168 842	18 517 708 503	55	18 517 708 503	18 517 708 503	55	17 364 644 960	16 364 644 960	1 000 000 000
Comptes Spéciaux du Trésor	84 100 000 000	0	0	0	84 100 000 000	8 707 873 931	75 392 126 069	8 707 873 931	10	8 707 873 931	8 527 873 931	10	8 062 873 931	6 649 060 615	1 413 813 316

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 30-JUIL.-14 11:20:27

Par :



SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR

SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2014

MOIS :

06-2014

à la date du 30/06/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5) *1	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
44 - Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvel	25 665 638 000	0	0	257 862 522	25 923 500 522	14 150 261 900	11 773 238 622	13 299 512 010	51	13 294 630 657	13 294 630 657	51	13 291 693 587	13 287 893 590	3 799 997
Dépenses de fonctionnement	146 556 000	0	0	0	146 556 000	26 597 852	119 958 148	25 847 962	18	22 701 504	22 701 504	15	21 714 434	21 714 434	0
Transferts courants	7 533 082 000	0	0	0	7 533 082 000	4 061 588 596	3 471 493 404	4 061 588 596	54	4 061 588 596	4 061 588 596	54	4 061 588 596	4 061 588 596	0
Investissements exécutés par l'état	1 205 000 000	0	0	57 862 522	1 262 862 522	674 075 452	588 787 070	74 075 452	6	72 340 557	72 340 557	6	70 390 557	66 590 560	3 799 997
Transfert en capital	16 781 000 000	0	0	200 000 000	16 981 000 000	9 388 000 000	7 593 000 000	9 138 000 000	54	9 138 000 000	9 138 000 000	54	9 138 000 000	9 138 000 000	0
45 - Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation,	6 665 398 000	0	-165 000 000	151 623 246	6 652 021 246	2 610 953 268	4 041 067 978	2 609 773 705	39	2 469 884 678	2 451 789 378	37	2 381 458 482	2 302 731 663	78 726 819
Dépenses de fonctionnement	419 916 000	0	0	0	419 916 000	216 083 730	203 832 270	214 904 167	51	178 964 023	174 202 723	41	158 645 937	124 232 289	34 413 648
Transferts courants	1 645 482 000	0	-165 000 000	0	1 480 482 000	763 891 000	716 591 000	763 891 000	52	763 891 000	763 891 000	52	763 891 000	763 891 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 655 000 000	0	0	151 623 246	1 806 623 246	525 978 538	1 280 644 708	525 978 538	29	422 029 655	408 695 655	23	353 921 545	309 608 374	44 313 171
Transfert en capital	2 945 000 000	0	0	0	2 945 000 000	1 105 000 000	1 840 000 000	1 105 000 000	38	1 105 000 000	1 105 000 000	38	1 105 000 000	1 105 000 000	0
46 - Ministère du nouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie	8 138 448 000	0	0	1 349 020 132	9 487 468 132	3 890 308 349	5 597 159 783	3 884 308 349	41	3 713 827 896	3 695 715 602	39	3 691 953 964	3 584 105 455	107 848 509
Dépenses de fonctionnement	523 448 000	0	0	0	523 448 000	212 362 662	311 085 338	206 362 662	39	128 574 484	112 457 192	21	108 695 554	93 581 424	15 114 130
Transferts courants	15 000 000	0	0	0	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	100	15 000 000	15 000 000	100	15 000 000	15 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 116 000 000	0	0	199 020 132	2 315 020 132	311 945 687	2 003 074 445	311 945 687	13	219 253 412	217 258 410	9	217 258 410	124 524 031	92 734 379
Transfert en capital	5 484 000 000	0	0	1 150 000 000	6 634 000 000	3 351 000 000	3 283 000 000	3 351 000 000	51	3 351 000 000	3 351 000 000	51	3 351 000 000	3 351 000 000	0
47 - Ministère de l'Industrie et des Mines	3 357 636 000	0	-50 000 000	0	3 307 636 000	1 512 211 283	1 795 424 717	1 512 211 283	46	1 354 158 486	1 353 708 486	41	1 285 450 154	1 238 512 366	46 937 788
Dépenses de fonctionnement	235 716 000	0	0	0	235 716 000	112 605 667	123 110 333	112 605 667	48	96 167 488	96 167 488	41	82 865 945	62 535 100	20 330 845
Transferts courants	917 920 000	0	0	0	917 920 000	512 662 500	405 257 500	512 662 500	56	512 662 500	512 662 500	56	512 662 500	512 662 500	0
Investissements exécutés par l'état	1 622 000 000	0	-50 000 000	0	1 572 000 000	550 943 116	1 021 056 884	550 943 116	35	409 328 498	408 878 498	26	353 921 709	327 314 766	26 606 943
Transfert en capital	582 000 000	0	0	0	582 000 000	336 000 000	246 000 000	336 000 000	58	336 000 000	336 000 000	58	336 000 000	336 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 30-JUIL.-14 11:20:27

Par :



SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR

SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2014

MOIS :

06-2014

à la date du 30/06/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5) *1	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens	10 363 978 000	0	137 103 000	8 233 300	10 509 314 300	5 205 866 973	5 303 447 327	5 080 864 973	48	4 905 813 584	4 899 821 544	47	4 804 517 259	4 712 771 468	91 745 791
Dépenses de fonctionnement	193 101 000	0	137 103 000	0	330 204 000	131 945 429	198 258 571	88 193 429	27	57 370 122	57 370 122	17	50 482 448	32 844 728	17 637 720
Transferts courants	1 020 877 000	0	0	0	1 020 877 000	512 377 000	508 500 000	512 377 000	50	512 377 000	512 377 000	50	512 377 000	512 377 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 298 000 000	0	0	8 233 300	1 306 233 300	663 044 544	643 188 756	581 794 544	45	437 566 462	431 574 422	33	343 157 811	269 049 740	74 108 071
Transfert en capital	7 852 000 000	0	0	0	7 852 000 000	3 898 500 000	3 953 500 000	3 898 500 000	50	3 898 500 000	3 898 500 000	50	3 898 500 000	3 898 500 000	0
50 - Ministère de l'Education Nationale	148 400 241 000	0	0	2 954 159 643	151 354 400 643	81 362 483 788	69 991 916 855	81 125 472 780	54	52 005 837 993	51 987 715 273	34	48 422 019 383	41 600 457 555	6 821 561 828
Dépenses de fonctionnement	121 982 836 000	0	0	0	121 982 836 000	69 251 341 964	52 731 494 036	69 024 946 956	6	46 925 692 666	46 907 569 946	38	44 226 279 081	37 975 751 534	6 250 527 547
Transferts courants	2 017 405 000	0	0	0	2 017 405 000	1 850 617 040	166 787 960	1 850 617 040	92	1 850 617 040	1 850 617 040	92	1 850 617 040	1 850 617 040	0
Investissements exécutés par l'état	17 755 000 000	0	0	2 954 159 643	20 709 159 643	9 894 024 784	10 815 134 859	9 883 408 784	48	2 863 028 287	2 863 028 287	14	1 978 623 262	1 407 588 981	571 034 281
Transfert en capital	6 645 000 000	0	0	0	6 645 000 000	366 500 000	6 278 500 000	366 500 000	6	366 500 000	366 500 000	6	366 500 000	366 500 000	0
52 - Ministère des Sports	6 262 515 000	0	90 000 000	334 816 095	6 687 331 095	3 504 610 250	3 182 720 845	3 150 731 275	47	2 053 042 263	2 042 420 537	31	1 489 861 102	1 360 383 859	129 477 243
Dépenses de fonctionnement	1 919 240 000	0	0	0	1 919 240 000	1 154 664 410	764 575 590	954 602 530	50	808 498 371	797 876 645	42	790 873 896	753 455 735	37 418 161
Transferts courants	500 275 000	0	90 000 000	0	590 275 000	379 171 111	211 103 889	379 171 111	64	379 171 111	379 171 111	64	364 171 111	363 256 111	915 000
Investissements exécutés par l'état	2 350 000 000	0	0	334 816 095	2 684 816 095	1 970 774 729	714 041 366	1 816 957 634	68	865 372 781	865 372 781	32	334 816 095	243 672 013	91 144 082
Transfert en capital	1 493 000 000	0	0	0	1 493 000 000	0	1 493 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
53 - Ministère de la Culture et de la Communication	8 949 573 000	0	10 590 000 000	73 586 216	19 613 159 216	5 043 271 195	14 569 888 021	4 952 814 126	25	4 873 036 647	4 797 924 381	24	4 776 599 307	4 736 901 573	39 697 734
Dépenses de fonctionnement	457 167 000	0	0	0	457 167 000	180 788 483	276 378 517	172 331 414	38	120 641 711	119 115 661	26	108 977 807	72 380 073	36 597 734
Transferts courants	3 522 406 000	0	40 000 000	0	3 562 406 000	2 337 330 250	1 225 075 750	2 337 330 250	66	2 337 330 250	2 337 330 250	66	2 330 130 250	2 327 030 250	3 100 000
Investissements exécutés par l'état	1 072 000 000	0	0	73 586 216	1 145 586 216	109 152 462	1 036 433 754	109 152 462	10	81 064 686	7 478 470	1	3 491 250	3 491 250	0
Transfert en capital	3 898 000 000	0	10 550 000 000	0	14 448 000 000	2 416 000 000	12 032 000 000	2 334 000 000	16	2 334 000 000	2 334 000 000	16	2 334 000 000	2 334 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 30-JUIL.-14 11:20:27

Par :



SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR

SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2014

MOIS :

06-2014

à la date du 30/06/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5) *1	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	72 081 415 000	0	138 150 000	1 671 813 388	73 891 378 388	30 929 010 118	42 962 368 270	30 733 760 118	42	27 441 947 620	27 274 069 359	37	26 644 647 789	24 982 760 400	1 661 887 389
Dépenses de fonctionnement	10 325 170 000	0	0	0	10 325 170 000	4 882 744 359	5 442 425 641	4 687 494 359	45	4 054 172 805	4 011 832 680	39	3 520 770 590	2 967 599 206	553 171 384
Transferts courants	28 756 245 000	0	0	0	28 756 245 000	15 047 153 802	13 709 091 198	15 047 153 802	52	15 047 153 802	15 047 153 802	52	15 047 153 802	14 558 828 802	488 325 000
Investissements exécutés par l'état	20 331 000 000	0	138 150 000	1 671 813 388	22 140 963 388	5 517 911 855	16 623 051 533	5 517 911 855	25	2 859 420 911	2 733 882 775	12	2 621 723 397	2 001 332 392	620 391 005
Transfert en capital	12 669 000 000	0	0	0	12 669 000 000	5 481 200 102	7 187 799 898	5 481 200 102	43	5 481 200 102	5 481 200 102	43	5 455 000 000	5 455 000 000	0
55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenn	4 585 667 000	0	1 370 000 000	171 818 657	6 127 485 657	2 666 847 029	3 460 638 628	2 372 196 902	39	2 182 705 620	2 181 208 200	36	2 159 695 511	1 993 955 107	165 740 404
Dépenses de fonctionnement	710 767 000	0	150 000 000	0	860 767 000	406 205 157	454 561 843	243 509 125	28	165 358 806	163 861 386	19	148 787 711	122 400 947	26 386 764
Transferts courants	1 334 900 000	0	165 000 000	0	1 499 900 000	1 143 410 000	356 490 000	1 143 410 000	76	1 143 410 000	1 143 410 000	76	1 143 410 000	1 143 410 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 425 000 000	0	0	171 818 657	1 596 818 657	589 731 872	1 007 086 785	457 777 777	29	346 436 814	346 436 814	22	339 997 800	200 644 160	139 353 640
Transfert en capital	1 115 000 000	0	1 055 000 000	0	2 170 000 000	527 500 000	1 642 500 000	527 500 000	24	527 500 000	527 500 000	24	527 500 000	527 500 000	0
56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable	10 632 009 000	0	146 000 000	475 183 184	11 253 192 184	4 899 019 663	6 354 172 521	4 798 842 135	43	4 276 743 670	4 214 204 342	37	4 031 419 930	3 604 381 871	427 038 059
Dépenses de fonctionnement	3 280 719 000	0	0	0	3 280 719 000	1 557 115 210	1 723 603 790	1 532 087 930	46	1 396 472 423	1 364 530 223	42	1 270 405 025	1 122 797 805	147 607 220
Transferts courants	851 290 000	0	0	0	851 290 000	425 645 000	425 645 000	425 645 000	50	425 645 000	425 645 000	50	425 645 000	425 645 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 483 000 000	0	146 000 000	475 183 184	5 104 183 184	1 982 759 453	3 121 423 731	1 907 609 205	37	1 521 126 247	1 490 529 119	29	1 401 869 905	1 122 439 066	279 430 839
Transfert en capital	2 017 000 000	0	0	0	2 017 000 000	933 500 000	1 083 500 000	933 500 000	46	933 500 000	933 500 000	46	933 500 000	933 500 000	0
58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	9 406 812 000	0	0	1 431 485 308	10 838 297 308	5 192 611 347	5 645 685 961	5 097 840 752	47	4 720 984 689	4 527 469 613	42	4 385 075 718	3 385 966 224	999 109 494
Dépenses de fonctionnement	1 010 318 000	0	0	0	1 010 318 000	452 369 773	557 948 227	452 063 523	45	386 403 815	383 064 627	38	367 374 928	275 172 586	92 202 342
Transferts courants	1 096 494 000	0	0	0	1 096 494 000	561 032 000	535 462 000	467 032 000	43	467 032 000	297 032 000	27	297 032 000	297 032 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 304 600 000	0	0	1 431 485 308	5 736 085 308	2 576 309 574	3 159 775 734	2 575 845 229	45	2 264 648 874	2 244 472 986	39	2 117 768 790	1 210 861 638	906 907 152
Transfert en capital	2 995 400 000	0	0	0	2 995 400 000	1 602 900 000	1 392 500 000	1 602 900 000	54	1 602 900 000	1 602 900 000	54	1 602 900 000	1 602 900 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 30-JUIL.-14 11:20:27

Par :



SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR

SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2014

MOIS :

06-2014

à la date du 30/06/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5) *1	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et d	19 785 543 000	0	0	1 582 708 730	21 368 251 730	7 285 703 898	14 082 547 832	7 256 807 148	34	6 369 829 352	6 369 368 052	30	6 293 788 595	5 627 211 273	666 577 322
Dépenses de fonctionnement	7 420 858 000	0	0	0	7 420 858 000	3 685 704 514	3 735 153 486	3 676 277 764	22	3 385 512 509	3 385 051 209	46	3 311 967 452	2 750 804 571	561 162 881
Transferts courants	1 364 685 000	0	0	0	1 364 685 000	884 038 116	480 646 884	884 038 116	65	884 038 116	884 038 116	65	884 038 116	811 286 641	72 751 475
Investissements exécutés par l'état	3 264 000 000	0	0	1 581 328 730	4 845 328 730	1 908 742 896	2 936 585 834	1 889 272 896	39	1 293 060 355	1 293 060 355	27	1 290 564 655	1 257 901 689	32 662 966
Transfert en capital	7 736 000 000	0	0	1 380 000	7 737 380 000	807 218 372	6 930 161 628	807 218 372	10	807 218 372	807 218 372	10	807 218 372	807 218 372	0
60 - Charges non Réparties	260 105 753 194	0	-41 978 420 196	0	218 127 332 998	92 915 154 896	125 212 178 102	92 839 183 696	43	85 741 517 680	85 698 485 620	39	85 577 652 833	81 880 567 581	3 697 085 252
Dépenses de fonctionnement	126 713 149 974	0	-11 821 603 157	0	114 891 546 817	38 721 532 439	76 170 014 378	38 645 561 239	34	31 547 895 223	31 504 863 163	27	31 384 030 376	27 686 945 124	3 697 085 252
Transferts courants	96 617 603 220	0	-3 368 292 000	0	93 249 311 220	54 193 622 457	39 055 688 763	54 193 622 457	58	54 193 622 457	54 193 622 457	58	54 193 622 457	54 193 622 457	0
Investissements exécutés par l'état	36 775 000 000	0	-26 788 525 039	0	9 986 474 961	0	9 986 474 961	0	0	0	0	0	0	0	0
61 - Ministère du Plan	6 861 625 495	0	0	0	6 861 625 495	3 590 225 753	3 271 399 742	3 587 998 816	52	3 485 428 895	3 444 456 843	50	3 406 733 548	3 219 080 464	187 653 084
Dépenses de fonctionnement	307 585 495	0	0	0	307 585 495	133 985 110	173 600 385	131 906 245	43	75 181 605	75 181 605	24	61 571 344	45 827 825	15 743 519
Transferts courants	2 757 040 000	0	0	0	2 757 040 000	1 378 520 000	1 378 520 000	1 378 520 000	50	1 378 520 000	1 378 520 000	50	1 378 520 000	1 378 520 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 232 450 000	0	0	0	1 232 450 000	797 720 643	434 729 357	797 572 571	65	751 727 290	710 755 238	58	686 642 204	514 732 639	171 909 565
Transfert en capital	2 564 550 000	0	0	0	2 564 550 000	1 280 000 000	1 284 550 000	1 280 000 000	50	1 280 000 000	1 280 000 000	50	1 280 000 000	1 280 000 000	0
62 - Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	6 855 807 000	0	0	245 218 305	7 101 025 305	3 174 041 425	3 926 983 880	3 158 828 195	44	2 794 262 469	2 769 196 308	39	2 642 784 839	2 474 225 311	168 559 528
Dépenses de fonctionnement	626 211 000	0	0	0	626 211 000	298 930 707	327 280 293	287 541 080	46	177 874 214	174 521 539	28	165 657 455	104 695 826	60 961 629
Transferts courants	229 596 000	0	0	0	229 596 000	229 596 000	0	229 596 000	100	229 596 000	229 596 000	100	229 596 000	229 596 000	0
Investissements exécutés par l'état	3 906 000 000	0	0	245 218 305	4 151 218 305	933 514 718	3 217 703 587	929 691 115	22	674 792 255	653 078 769	16	535 531 384	427 933 485	107 597 899
Transfert en capital	2 094 000 000	0	0	0	2 094 000 000	1 712 000 000	382 000 000	1 712 000 000	82	1 712 000 000	1 712 000 000	82	1 712 000 000	1 712 000 000	0
63 - Ministère des Postes et des Télécommunications	10 059 654 000	0	0	614 181 000	10 673 835 000	5 337 737 302	5 336 097 698	5 337 737 302	50	5 288 950 500	5 281 288 760	49	5 274 638 760	5 173 740 016	100 898 744
Dépenses de fonctionnement	488 284 000	0	0	0	488 284 000	222 784 018	265 499 982	222 784 018	46	178 091 816	170 430 076	35	170 430 076	116 345 676	54 084 400

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 30-JUIL.-14 11:20:27

Par :



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR

SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2014

MOIS :

06-2014

à la date du 30/06/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5) *1	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
Transferts courants	1 021 370 000	0	0	0	1 021 370 000	220 000 000	801 370 000	220 000 000	22	220 000 000	220 000 000	22	220 000 000	220 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 200 000 000	0	0	114 181 000	1 314 181 000	194 953 284	1 119 227 716	194 953 284	15	190 858 684	190 858 684	15	184 208 684	137 394 340	46 814 344
Transfert en capital	7 350 000 000	0	0	500 000 000	7 850 000 000	4 700 000 000	3 150 000 000	4 700 000 000	60	4 700 000 000	4 700 000 000	60	4 700 000 000	4 700 000 000	0
65 - Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Amé	40 759 898 000	0	0	311 406 692	41 071 304 692	4 242 588 298	36 828 716 394	3 542 588 298	9	2 837 386 002	2 837 386 002	7	2 757 054 050	2 646 859 367	110 194 683
Dépenses de fonctionnement	400 410 000	0	0	0	400 410 000	208 209 915	192 200 085	208 209 915	52	146 573 067	146 573 067	37	115 712 208	98 926 316	16 785 892
Transferts courants	18 613 571 000	0	0	0	18 613 571 000	77 666 666	18 535 904 334	77 666 666	0	77 666 666	77 666 666	0	77 666 666	77 666 666	0
Investissements exécutés par l'état	1 117 917 000	0	0	311 406 692	1 429 323 692	1 166 711 717	262 611 975	1 166 711 717	82	523 146 269	523 146 269	37	473 675 176	380 266 385	93 408 791
Transfert en capital	20 628 000 000	0	0	0	20 628 000 000	2 790 000 000	17 838 000 000	2 090 000 000	10	2 090 000 000	2 090 000 000	10	2 090 000 000	2 090 000 000	0
68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	19 336 130 000	0	250 000 000	1 554 945 846	21 141 075 846	9 937 298 314	11 203 777 532	9 805 943 547	46	7 959 073 638	7 957 875 938	38	7 531 642 985	7 285 127 538	246 515 447
Dépenses de fonctionnement	267 308 000	0	0	0	267 308 000	123 477 337	143 830 663	123 477 337	46	100 474 513	99 276 813	37	96 240 584	83 332 239	12 908 345
Transferts courants	381 822 000	0	0	0	381 822 000	190 911 000	190 911 000	190 911 000	50	190 911 000	190 911 000	50	190 911 000	190 911 000	0
Investissements exécutés par l'état	7 163 000 000	0	0	1 120 862 846	8 283 862 846	4 199 826 977	4 084 035 869	4 068 472 210	49	2 244 605 125	2 244 605 125	27	1 821 408 401	1 587 801 299	233 607 102
Transfert en capital	11 524 000 000	0	250 000 000	434 083 000	12 208 083 000	5 423 083 000	6 785 000 000	5 423 083 000	44	5 423 083 000	5 423 083 000	44	5 423 083 000	5 423 083 000	0
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	114 469 744 000	0	0	395 339 296	114 865 083 296	65 683 875 896	49 181 207 400	65 228 593 103	57	64 603 870 397	64 603 870 397	56	64 564 241 838	64 435 047 454	129 194 384
Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	0	0	0	2 991 286 000	1 042 422 867	1 948 863 133	677 140 074	22	449 986 912	449 986 912	15	423 807 353	394 260 323	29 547 030
Transferts courants	93 258 458 000	0	0	0	93 258 458 000	60 182 398 583	33 076 059 417	60 092 398 583	64	60 092 398 583	60 092 398 583	64	60 092 398 583	60 088 510 583	3 888 000
Investissements exécutés par l'état	2 045 000 000	0	0	395 339 296	2 440 339 296	616 554 446	1 823 784 850	616 554 446	25	218 984 902	218 984 902	9	205 535 902	109 776 548	95 759 354
Transfert en capital	16 175 000 000	0	0	0	16 175 000 000	3 842 500 000	12 332 500 000	3 842 500 000	24	3 842 500 000	3 842 500 000	24	3 842 500 000	3 842 500 000	0
80 - Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations a	1 340 050 000	0	300 000 000	0	1 640 050 000	424 362 463	1 215 687 537	424 362 463	26	325 246 791	325 246 791	20	276 611 557	165 664 389	110 947 168
Dépenses de fonctionnement	300 050 000	0	300 000 000	0	600 050 000	133 837 241	466 212 759	133 837 241	22	107 047 164	107 047 164	18	92 913 940	56 477 979	36 435 961

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 30-JUIL.-14 11:20:27

Par :



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR

SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

Ministère de l'Economie
et des Finances

Direction Générale des Finances

GESTION :

2014

MOIS :

06-2014

à la date du 30/06/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5) *1	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements exécutés par l'état	1 040 000 000		0	0	0	1 040 000 000	290 525 222	749 474 778	290 525 222	28	218 199 627	218 199 627	21	183 697 617	109 186 410	74 511 207
81 - Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inond	32 834 000 000		0	0	0	32 834 000 000	23 335 077 538	9 498 922 462	23 335 077 538	71	23 303 629 408	23 302 629 417	71	23 296 170 629	23 269 857 181	26 313 448
Dépenses de fonctionnement	120 000 000		0	0	0	120 000 000	44 430 089	75 569 911	44 430 089	37	39 712 590	38 712 599	32	36 253 810	20 434 272	15 819 538
Transferts courants	14 000 000		0	0	0	14 000 000	0	14 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	180 000 000		0	0	0	180 000 000	70 647 449	109 352 551	70 647 449	39	43 916 818	43 916 818	24	39 916 819	29 422 909	10 493 910
Transfert en capital	32 520 000 000		0	0	0	32 520 000 000	23 220 000 000	9 300 000 000	23 220 000 000	71	23 220 000 000	23 220 000 000	71	23 220 000 000	23 220 000 000	0
82 - Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du	15 776 828 080		0	4 730 000 000	0	20 506 828 080	10 185 506 126	10 321 321 954	10 185 506 126	50	10 182 515 416	10 182 515 416	50	10 179 541 816	10 179 541 816	0
Dépenses de fonctionnement	139 527 080		0	0	0	139 527 080	26 855 626	112 671 454	26 855 626	19	23 864 916	23 864 916	17	20 891 316	20 891 316	0
Transferts courants	1 867 301 000		0	0	0	1 867 301 000	923 650 500	943 650 500	923 650 500	49	923 650 500	923 650 500	49	923 650 500	923 650 500	0
Transfert en capital	13 770 000 000		0	4 730 000 000	0	18 500 000 000	9 235 000 000	9 265 000 000	9 235 000 000	50	9 235 000 000	9 235 000 000	50	9 235 000 000	9 235 000 000	0
Totaux (1)	1 352 010 000 000		0	0	28 850 000 000	1 380 860 000 000	635 650 808 023	745 209 191 977	626 246 295 467	45	542 402 985 040	540 663 513 998	39	528 952 114 045	495 958 656 378	32 993 457 667

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 30-JUIL-14 11:20:27

Par :